

*Initiatives ministérielles*

Ensuite, il faut absolument s'attaquer à la dette de l'État et au problème persistant du déficit.

Au nom de mon parti, je suis disposé à reconnaître officiellement la nécessité, pour tous les Canadiens, de s'attaquer au déficit bien ancré depuis l'arrivée au pouvoir du présent gouvernement et de le comprendre.

La population conçoit très mal les notions de déficit et de dette et leur raison d'être. Je souhaiterais m'attarder à cette question avant de passer au projet de loi à l'étude.

De toute évidence, le Canada doit faire face à sa dette et à son déficit car, par rapport aux autres pays membres du G-7, sa feuille de route est peu reluisante.

Permettez-moi de citer quelques chiffres à cet égard. Ils ne sont pas exactement à jour. Ainsi, en 1989, le déficit canadien, qui englobe non seulement celui du gouvernement fédéral mais aussi ceux des gouvernements provinciaux, représentait 4,9 p. 100 du PIB.

Donc, au sein du G-7, le Canada n'est surpassé en cela que par l'Italie, dont le déficit égale 10 p. 100 de son PIB.

• (1700)

De même, la dette gouvernementale totale, incluant le gouvernement fédéral et les provinces, était passée à 71,6 p. 100 du PIB en 1989. Là encore, parmi les pays membres du Groupe des Sept, seule l'Italie avait un pourcentage supérieur, soit 97 p. 100.

Ainsi, alors que la même année le pourcentage était de 71,6 p. 100 au Canada, il était de 47,3 p. 100 en France, 39,6 p. 100 au Royaume-Uni et 42,7 p. 100 en Allemagne. En termes relatifs, je pense qu'il est clair que le déficit, qui s'est accumulé au point que notre dette est de près de 400 milliards de dollars au niveau fédéral au Canada, constitue un problème sur lequel doit se pencher tout gouvernement, y compris ce gouvernement. On ne peut le laisser de côté et le banaliser.

Manifestement, il faut financer notre dette à partir de notre épargne intérieure ou en attirant les investissements d'autres pays. C'est ce qui explique en partie les taux d'intérêt élevés que nous devons payer. C'est un fait reconnu.

Selon moi, les Canadiens n'ont pas compris certaines choses. La population craint que si nous ne remboursons pas notre dette d'une façon ou d'une autre, le Canada ne nous appartiendra plus.

Je voudrais revenir à 1984, lorsque le ministre des Finances d'alors a présenté son exposé, en novembre, peu après les élections; il a fait à ce moment-là un parallèle entre nos emprunts et l'hypothèque d'une famille.

Selon lui, beaucoup d'entre nous se sont endettés lourdement avec l'espoir que nos revenus allaient augmenter, ce qui nous permettrait de rembourser nos dettes: nos hypothèques, nos prêts à la consommation et le reste.

Il a parlé de cela et je pense que c'est une analogie qui convient parfaitement dans ce sens-là. Nous devrions nous inquiéter du problème auquel nous sommes confrontés au Canada face à l'accroissement de la dette des gouvernements par rapport à nos revenus, en fonction de notre produit intérieur brut, par exemple.

Au niveau fédéral, notre dette représente près de 60 p. 100 de notre produit intérieur brut, et nous sommes donc aux prises avec un problème. Il est beaucoup plus important qu'au début des années 1980, au moment d'entrer dans la récession de 1981. À l'époque, le pourcentage était de l'ordre de 30 p. 100 seulement.

Au début de la récession, il y a un peu plus d'un an, nos ressources étaient plus limitées qu'en 1982 pour faire face à cette crise.

Je m'offusque des explications plutôt simplistes de l'accroissement de notre endettement au cours de la récession précédente au moment où nous avions une beaucoup plus grande capacité de dépenser, afin de nous sortir de la récession qui était très sévère à l'époque. En d'autres termes, en 1982, nous avons pu consacrer davantage de ressources à la lutte contre la récession, car au niveau fédéral, notre endettement ne représentait que 30 p. 100 environ du produit intérieur brut, 32 p. 100 plus exactement.

Or, lorsque nous sommes entrés dans la récession de 1990, le rapport était à l'époque dans les 50 p. 100. Le ministre prévoit que ce rapport va enfin baisser vers la fin de cette année. Nous ne pouvons qu'espérer qu'il soit dans le vrai.

C'est connu que les prévisions du gouvernement à ce chapitre sont loin d'être justes. Je voudrais revenir sur les déclarations du prédécesseur du ministre qui a déclaré en 1984 que si on poursuivait la politique en vigueur à ce moment-là, la politique dont il avait hérité du gouvernement précédent, la dette du pays serait de près de 400 milliards de dollars vers la fin des années 1980.